

# CONVERSATIONS SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE FÉMINISTE DU CANADA

# 2020

## DOCUMENT D'INFORMATION

Le 30 octobre 2020, Affaires mondiales Canada (AMC) a lancé un processus de dialogue pour alimenter l'élaboration d'un livre blanc sur la politique étrangère féministe du Canada. Un groupe de travail réunissant différentes organisations<sup>1</sup> s'est rassemblé afin de recueillir les avis de militant-e-s, de praticien-ne-s et de chercheur-euse-s qui participent activement à la réflexion sur la politique étrangère canadienne avec des perspectives féministes. Nous sommes reconnaissant-e-s pour le soutien financier d'AMC dans l'organisation de plusieurs de ces activités.

Pour encourager la réflexion et la discussion, le groupe de travail :

- Organisera la tenue de trois discussions virtuelles en table ronde, sur invitation seulement, sur la justice économique et la durabilité, la paix et la sécurité, et les droits de la personne;
- Présentera deux webinaires publics le [18 novembre](#);
- Organisera une table ronde virtuelle avec des militantes féministes de l'extérieur du Canada;
- Créera une [page web](#) publique où les organisations et les individus pourront partager leurs soumissions après les avoir envoyées officiellement à Affaires mondiales du Canada; et
- Préparera un document du type «Ce que nous avons entendu» qui sera partagé avec les participant-e-s aux webinaires d'AMC et d'autres parties prenantes.

Le but de ces discussions est de bâtir sur les récents efforts concernant l'élaboration de politiques étrangères féministes à l'échelle mondiale et nationale pour contribuer à l'articulation d'une politique étrangère féministe canadienne. Plus précisément, les conversations sur la politique étrangère féministe du Canada viseront à :

---

<sup>1</sup> Voici les membres du Groupe de travail sur la politique étrangère féministe : Karyn Keenan, Above Ground; Sarah Hedges-Chou, Action Canada pour la santé et les droits sexuels; Jackie Hansen, Amnesty International Canada; Beth Woroniuk, Fonds Égalité; Odette McCarthy, Equitas; Rita Morbia, Inter Pares; Nadia Abu-Zahra, Chaire conjointe en études des femmes, Université Carleton et Université d'Ottawa; Erin Hunt, Mines Action Canada; Diana Sarosi et Siham Rayale, Oxfam Canada; Allison Pytlak, Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté; et Laura Macdonald, Département de science politique, Université Carleton.

- Réfléchir et présenter les progrès du Canada en matière d'élaboration de politiques, de stratégies et de programmes féministes;
- Recueillir les connaissances et les expériences de militant-e-s, chercheur-euse-s, praticien-ne-s et universitaires sur ce qui devrait être inclus dans la politique étrangère féministe du Canada et pourquoi;
- Discuter des principes féministes clés et des priorités à considérer dans le cadre de la politique étrangère;
- Définir des mesures concrètes que le gouvernement peut prendre pour mettre en œuvre une politique étrangère féministe.

Toutes les conversations virtuelles seront guidées par les questions suivantes :

1. **Quels sont les principaux éléments qui devraient être inclus dans une approche féministe de la politique étrangère?**
2. **Comment trouvez-vous que les récents efforts du gouvernement du Canada en matière de politique étrangère s'alignent avec les principes d'une politique étrangère féministe?**
3. **Quels sont les mécanismes de reddition de compte les plus importants que le livre blanc devrait inclure (rapportage, indicateurs, allocations budgétaires, dialogues publics, transparence des directives, etc.)?**
4. **Quelles sont trois mesures clés que le gouvernement du Canada peut prendre au cours des deux prochaines années pour mettre en œuvre une politique étrangère féministe?**

Le document *Mise en contexte pour le dialogue sur la politique étrangère féministe* d'AMC fournit un cadre pour son engagement sur cette question. Le document souligne les progrès accomplis jusqu'ici et présente les principaux domaines qui seront examinés, y compris : un engagement diplomatique renforcé; les femmes, la paix et la sécurité; répondre à l'évolution des vulnérabilités; et la transformation numérique inclusive. Le document de *Mise en contexte* propose également des questions clés pour faire avancer le dialogue sur la conception et la mise en œuvre plus efficaces de la politique.

En plus du document de *Mise en contexte* d'AMC, et pour vous préparer à votre participation à ces conversations autour du livre blanc sur la politique étrangère féministe du Canada, le Groupe de travail sur la politique étrangère féministe a produit cette courte note de discussion portant sur les sujets suivants :

- Les progrès déclarés du Canada vers une politique féministe;
- La nécessité d'une politique étrangère féministe;
- Les principes proposés pour la politique étrangère féministe;
- Les thèmes de discussion des tables rondes sur la politique étrangère féministe.

Ce document est présenté à des fins de discussion. Les positions et les conclusions ne reflètent pas nécessairement les opinions et les vues de toutes les membres du Groupe de travail sur la politique étrangère féministe.

## Les progrès du Canada vers une politique étrangère féministe

Au cours des quatre dernières années, le gouvernement du Canada a déclaré que plusieurs initiatives récentes représentent des éléments de sa politique étrangère féministe. Ces initiatives comprennent la [Politique d'aide internationale féministe \(PAIF\)](#), introduite en 2017, qui « vise à éliminer la pauvreté et à bâtir un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère. Le Canada croit fermement que promouvoir l'égalité des genres et renforcer le pouvoir des femmes et des filles est le moyen le plus efficace pour atteindre cet objectif. » La PAIF s'est fixée des objectifs ambitieux pour ses dépenses d'aide, avec 80 % de toute l'aide bilatérale devant intégrer des objectifs visant l'égalité des genres et 15 % de la totalité de l'aide devant être dirigée vers des programmes dont l'égalité des genres est le principal objectif. En plus de la PAIF, le deuxième [Plan national d'action consacré aux femmes, à la paix et à la sécurité](#) et la [politique de défense du Canada « Protection, Sécurité, Engagement »](#) ont également été lancés en 2017. Le gouvernement a fait de l'égalité des genres [un élément central de sa présidence du G7 en 2018](#), a inclus des dispositions sur l'égalité des genres dans plusieurs [accords de libre-échange négociés récemment](#), et a nommé sa [toute première ambassadrice pour les femmes, la paix et la sécurité](#).

Le gouvernement fédéral a fait de nombreux investissements féministes dans le cadre de son programme d'aide internationale, y compris 150 millions CAD sur trois ans pour soutenir les organisations et réseaux de femmes dans les pays du Sud avec le programme [Voix et leadership des femmes](#), et une contribution initiale de 300 millions CAD pour appuyer le [Fonds Égalité](#). En 2019, à la conférence *Women Deliver* qui s'est tenue à Vancouver, le premier ministre Justin Trudeau s'est engagé à investir 700 millions CAD par année pendant dix ans pour soutenir des initiatives mondiales favorisant [la santé et les droits sexuels et reproductifs \(SDSR\)](#), dans le cadre d'un vaste engagement à l'échelle mondiale s'élevant 1,4 milliard CAD pour la santé des femmes et des filles.

De plus, dans le cadre de son « approche inclusive à l'égard de la politique commerciale », le gouvernement fédéral a adopté plusieurs mesures visant à promouvoir l'égalité des genres. Cela comprend notamment des mesures pour prévenir la discrimination dans l'emploi fondée sur le genre à travers des accords de coopération dans le domaine du travail (ACT) et des dispositions en matière de travail dans les accords commerciaux, et, plus récemment, l'inclusion de chapitres autonomes sur le genre dans des accords de libre-échange (ALE).

Si ces initiatives démontrent l'engagement du Canada envers l'élaboration d'une politique étrangère féministe, de plus amples discussions restent nécessaires pour identifier les éléments manquants, les politiques nécessitant de nouvelles contributions, et là où une attention plus soutenue est requise pour s'attaquer aux problèmes urgents auxquels les personnes font face aujourd'hui au Canada et dans le monde.

## La nécessité d'une politique étrangère féministe

Le monde a besoin d'un leadership féministe maintenant plus que jamais. Les inégalités sociales et économiques ont atteint un niveau extrême et sont en train de déchirer des sociétés, d'affaiblir les droits de la personne et la démocratie, de détruire la planète, et sont à l'origine des plus hauts niveaux de déplacements de population depuis la Seconde Guerre mondiale. Plus d'un milliard de personnes dans le monde vivent dans une extrême pauvreté, tandis que les 2153 milliardaires du monde possèdent plus de richesses que 60 % de la population mondiale.<sup>2</sup> L'espace permettant à la société civile de défendre pacifiquement ses droits se rétrécit sans cesse. Les dépenses militaires mondiales continuent de monter en flèche.<sup>3</sup> Le monde fait également face à une crise climatique, des conflits prolongés et des situations d'urgence humanitaire qui menacent de déplacer des millions d'individus et de les plonger dans une pauvreté et une insécurité qui n'ont pas été adéquatement prises en compte dans les efforts de politique étrangère jusqu'ici.

La pandémie de COVID-19 aggrave les inégalités existantes et affecte les femmes et les personnes de diverses identités de genre de façon disproportionnée. Cette expérience est aggravée pour les personnes ayant de multiples identités qui se conjuguent, notamment le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, la race, le handicap, l'âge, la situation familiale, le statut d'emploi et le statut d'immigration, tout en limitant sérieusement notre capacité à s'organiser collectivement. Les progrès mondiaux dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité alimentaire et autres sont à risque de se détériorer. L'ONU estime que les pays du Sud auront besoin de 500 milliards de dollars en aide pour affronter les effets sanitaires, sociaux et économiques du coronavirus.<sup>4</sup> D'importantes nouvelles dépenses d'aide internationale sont requises de la part de pays de l'OCDE comme le Canada. Cette aide doit servir non seulement à sauver des vies, mais aussi à agir à l'égard des inégalités profondes et des racines des conflits qui rendent les gens — en particulier les femmes et les personnes de diverses identités de genre — des pays à faible revenu si vulnérables en premier lieu.

En même temps, des pays en Amérique du Nord, en Europe et à travers le monde entier sont témoins d'une hausse du conservatisme et de la misogynie qui se manifestent par des attaques populistes sur les droits des femmes, des immigrants et des personnes LGBTQI2S+. Aux États-Unis, deux jours seulement après la marche historique des femmes à Washington en 2017, le président Donald Trump a rétabli une version élargie de la politique de Mexico (également connu sous le nom de «[règle du bâillon mondiale](#)»), qui avait été abrogée par Obama, abolissant le financement aux organismes qui offrent des services d'avortement, font des recommandations ou prennent part à des activités de plaidoyer liées au droit à l'avortement. En Pologne, l'homophobie sanctionnée par l'État et alimentée par les médias pousse les communautés LGBTQI2S+ encore plus loin dans les marges de la société.<sup>5</sup> Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la pandémie a exposé l'impact dévastateur des politiques discriminatoires à l'encontre des travailleur-euse-s migrant-e-s, alors que les programmes de parrainage empêchent les travailleur-euse-s de quitter ou de changer d'employeur sans le consentement de ce dernier, ce qui les expose à un risque d'exploitation accru.<sup>6</sup> Ce ne sont là que quelques exemples illustrant différentes réactions contre le progrès et les mouvements féministes.

Alors que nous devons composer avec les répercussions des inégalités extrêmes, de la catastrophe climatique, des conflits militaires qui perdurent, de la pandémie de la COVID-19 et de l'érosion de droits

2 Oxfam International, « Time to care: Unpaid care work and the global inequality crisis, » 2020.

3 Stockholm International Peace Research Institute, « [Global military expenditure sees largest annual increase in a decade](#), » avril, 2020.

4 Nobel Women's Initiative, Amnesty International, Inter Pares, Action Canada pour la santé et les droits sexuels, le Fonds Égalité et Oxfam Canada, « [Un programme d'action féministe pour la réponse mondiale du Canada à la COVID-19](#), » mai 2020.

5 Lucy Ash, « [Inside Poland's LGBT-free zones](#), » BBC, 20 septembre 2020.

6 Omer Karaspan, « [Pandemic highlights the vulnerability of migrant workers in the middle east](#), » Brookings Institute, mai 2020.

chèrement acquis, « la politique étrangère féministe est un outil qui semble prometteur pour l'adoption d'une approche nécessaire, intersectionnelle et souvent multilatérale des droits des femmes, abordant simultanément les questions pressantes, telles que le changement climatique, la paix et la sécurité, la croissance inclusive, la santé mondiale et la réduction de la pauvreté ». <sup>7</sup> Le Canada est bien placé pour jouer un rôle de premier plan dans l'avancement d'une politique étrangère féministe, aux côtés de pays comme la Suède, la France et le Mexique, dont les politiques étrangères sont déjà explicitement féministes. D'autres pays sont soit en train de débattre ou se sont engagés à adopter des versions d'une politique étrangère féministe, y compris le Luxembourg, l'Espagne, l'Islande, l'Australie et la Malaisie. <sup>8</sup> L'élaboration de la politique féministe du Canada nécessite une discussion sur les principes féministes clés et les mécanismes de reddition de comptes. <sup>9</sup>

## Proposition de principes d'une politique étrangère féministe

Les objectifs d'une politique étrangère féministe comprennent la transformation des normes, des structures et des institutions mondiales qui perpétuent l'inégalité des femmes, des personnes de diverses identités de genre, des populations autochtones et des personnes de couleur, des limigrant-e-s et des personnes en situation de handicap, et la promotion un monde plus juste, plus équitable et plus pacifique. Un aspect fondamental de cet effort est la lutte contre les forces destructrices du patriarcat, du colonialisme, du racisme, de l'hétéronormativité, du capitalisme et du militarisme qui existent à l'échelle mondiale. Une politique étrangère féministe ne vise pas seulement à créer un monde plus juste et plus équitable pour les femmes et les personnes de diverses identités de genre — c'est une façon de repenser la politique étrangère au bénéfice de toutes et tous.

Une véritable politique étrangère féministe :

**Exige la cohérence des politiques :** Pour parvenir à des changements significatifs et durables, une approche féministe doit être priorisée dans tous les aspects de la politique étrangère du gouvernement, incluant le développement, le commerce et l'investissement, la diplomatie politique et économique, la défense, les services consulaires, ainsi que la politique en matière d'immigration et de réfugiés. La politique étrangère nécessite également une véritable cohérence entre les politiques que le Canada promeut et met en œuvre à l'échelle nationale et internationale.

**Adopte une approche fondée sur les droits :** La promotion des normes internationales relatives aux droits de la personne doit être au cœur de toute politique étrangère. Les gouvernements doivent rendre des comptes concernant la façon dont leurs politiques et leurs actions influent sur la réalisation des droits de la personne au Canada et partout dans le monde. Une politique étrangère féministe fondée sur les droits doit souligner le caractère central du droit à l'autonomie corporelle, en tant qu'être humain, dans la réalisation de l'égalité des genres. Le droit à l'autonomie corporelle inclut les droits des individus de contrôler et de prendre des décisions par rapport à toutes les questions liées à la sexualité, au genre et à la reproduction, libres de toute contrainte, violence et discrimination. <sup>10</sup>

**Intègre l'intersectionnalité, la diversité et l'inclusivité :** Adopter une approche intersectionnelle dans la politique étrangère féministe permet de considérer les façons dont les structures de pouvoir et les systèmes d'oppression peuvent se chevaucher, interagir et façonner de manière unique les expériences

7 Centre international de recherche sur les femmes, « [Politique étrangère féministe: un cadre](#), » 2020.

8 Centre international de recherche sur les femmes, « [Définir une politique étrangère féministe](#), » 2019.

9 International Women's Development Agency, International Center for Research on Women, and Center for Global Affairs, « [Feminist Foreign Policy: Key Principles and Accountability Mechanisms: A Discussion Summary](#), » New York University, mai 2019.

10 Déclaration universelle des droits de l'homme, [la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes](#) et [Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#).

individuelles et collectives, en particulier pour les femmes, les filles, les personnes LGBTQI2S+, les personnes noires, autochtones et de couleur, les immigrants et les personnes vivant en situation de handicap. Une approche féministe reconnaît diverses formes de connaissance et d'expériences vécues, et valorise la collaboration comme un outil essentiel dans la promotion de l'égalité, de la justice et des droits de la personne. Ceci inclut de s'assurer de la parité entre les sexes dans le leadership et la représentation des acteurs gouvernementaux impliqués dans la conception et la mise en œuvre de la politique étrangère, ainsi qu'un engagement à l'égard d'autres formes significatives de diversité, d'équité et d'inclusion fondées sur la race, la classe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre et la situation de handicap, entre autres facteurs d'identité.

**Démantèle les héritages coloniaux et promeut les luttes antiracisme et anti-oppression :** Le cadre Nord/Sud et la dynamique traditionnelle de l'aide au développement et de la politique étrangère ont principalement servi à maintenir des structures coloniales. La politique féministe vise à éliminer les systèmes économiques, socioculturels et politiques qui perpétuent la violence coloniale et les idéologies impérialistes qui sous-tendent les relations internationales, comme les modèles actuels de remboursement de la dette, d'aide, de négociations commerciales et les approches de la paix et de la sécurité. Les politiques féministes doivent s'efforcer de briser le racisme institutionnalisé et d'agir pour réparer les torts causés par la violence raciale intégrée dans les relations étrangères.

**Favorise la démilitarisation et la résolution pacifique des conflits :** Les coûts humains et économiques de la guerre et de la préparation à la guerre sont clairs. Les sommes investies dans l'armement, les armes et les armées sont considérablement plus élevées que celles investies dans les soins de santé et les infrastructures sociales. Les définitions étroites de « l'intérêt national » et les notions désuètes du concept de « sécurité » sont contestées par les approches féministes.

**Respecte des principes relatifs au processus et priorise la reddition de comptes :** Une politique féministe priorise non seulement les résultats, mais aussi le processus utilisé pour les atteindre (les méthodes de travail, la conception et la mise en œuvre des programmes, et les valeurs qui sous-tendent les décisions). Les aspects fondamentaux des processus féministes comprennent l'intégrité, la contextualisation, l'apprentissage, la collaboration, la transparence, la participation, l'inclusivité et la réactivité. La consultation, le dialogue et la participation de divers acteurs de la société civile sont des éléments clés d'une approche féministe. Le suivi et l'évaluation réguliers, obligatoires et indépendants sont essentiels pour assurer l'ouverture, la transparence et la reddition de comptes en matière de politique étrangère. Le suivi et l'évaluation féministes devraient être flexibles, participatifs, inclusifs et attentifs aux relations de genre et aux autres relations de pouvoirs.

## THÈMES DE DISCUSSION SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE FÉMINISTE

Pour être exhaustif, le programme de la politique étrangère féministe du Canada doit aborder de manière simultanée un éventail de questions qui sont au cœur de l'avancement des droits des femmes, des personnes de diverses identités de genre, des populations autochtones et des personnes de couleur, des immigrants et des personnes en situation de handicap. Ci-dessous, nous examinons des enjeux clés et présentons des questions directrices pour nos discussions dans les domaines suivants : les droits de la personne; la justice économique et la durabilité; et la paix et la sécurité. Ces enjeux sont profondément interdépendants, et souvent se renforcent l'un l'autre, soulignant l'importance de la cohérence des politiques et d'une approche pangouvernementale.



## Droits de la personne

Une politique étrangère féministe met les droits de la personne au cœur de ses activités et s'efforce de faire la promotion de la justice et de l'égalité pour toutes et tous. Une approche intersectionnelle fondée sur les droits reconnaît que certaines femmes et personnes de diverses identités de genre subissent des violations de leurs droits de manière disproportionnée et cherche à s'assurer que les droits des plus marginalisés soient respectés, protégés et défendus. « Rien sur nous, sans nous » est une expression inventée par le mouvement des personnes en situation de handicap, et qui est au cœur d'une approche fondée sur les droits. Le gouvernement doit travailler en partenariat avec les détenteur-trice-s de droits pour comprendre et élaborer des stratégies visant à s'attaquer aux violations des droits. Les personnes LGBTQI2S+, les femmes, les personnes noires, autochtones et de couleur, les personnes réfugiées, les limigrant-e-s et les personnes en situation de handicap sont plus susceptibles de voir leurs droits violés, et la politique étrangère féministe du Canada doit travailler en collaboration avec un large éventail de groupes pour arriver à concevoir des politiques, des programmes et des stratégies spécifiques visant à s'attaquer aux diverses formes de discrimination et de violence.

## Droits des femmes

Bien que des progrès aient été accomplis dans les domaines des droits des femmes et de l'égalité des genres, et bien que le gouvernement du Canada ait mis l'accent sur les droits des femmes et l'égalité des genres dans les dernières années, il reste encore beaucoup de travail à faire. La violence et la discrimination fondées sur le genre sont endémiques au Canada et partout dans le monde, et la pandémie de COVID-19 menace de compromettre des progrès chèrement acquis. Une approche inclusive et intersectionnelle des droits des femmes doit être au cœur de toute politique étrangère féministe et devrait aborder concrètement la violence et la discrimination fondées sur le genre afin d'aider le Canada à remplir ses obligations en vertu du droit international relatif aux droits de la personne, y compris la [Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes](#).

*Comment pouvons-nous faire progresser l'égalité des genres et les droits des femmes de manière inclusive et intersectionnelle ?*

## La santé et les droits sexuels et reproductifs

L'autonomie corporelle est un droit essentiel pour toutes les personnes, pas seulement pour les femmes et les filles. La santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) sont un élément clé de l'autonomie corporelle, et sont reconnus comme étant un « accès libre et entier à la sphère publique. »<sup>11</sup> La politique féministe cherche à faire en sorte que toutes les personnes à l'intersection des systèmes d'oppression aient droit à une existence libre de violence et de discrimination, en veillant à ce que toutes les personnes au Canada et à l'étranger puissent jouir d'une autonomie complète sur leur vie, leur corps, leur sexualité, leur identité de genre et leur expression de genre. Cela signifie également travailler à l'avancement des domaines négligés de la SDSR à travers le monde, tels que la SDSR des adolescentes, l'avortement, la contraception, le plaidoyer, l'éducation sexuelle complète et la SDSR dans les situations d'urgence.

*Comment une politique étrangère féministe peut-elle favoriser l'avancement de la SDSR et le droit à l'autonomie corporelle pour toutes et tous ?*

11 Centre for Feminist Foreign Policy, « [How Can Feminist Foreign Policy Support Sexual and Reproductive Health and Rights?](#) » 2020.

## Droits des personnes LGBTQI2S+

Comme l'a rapporté le Réseau Dignité Canada, « plus d'un tiers des États membres des Nations Unies continue à criminaliser les actes sexuels consensuels entre personnes de même sexe, les dispositions législatives à l'appui des identités et des droits des personnes transgenres restent inaccessibles dans la grande majorité des pays, et les droits des personnes intersexuées sont encore rarement reconnus.<sup>12</sup> » [traduction libre] La violence et la discrimination à l'encontre des personnes LGBTQI2S+ sont légales ou acceptées dans de trop nombreuses régions du monde, mais il y a des progrès, en particulier dans les pays où les gouvernements ont expressément appuyé des réformes sociales, juridiques et politiques. Une approche féministe, fondée sur les droits, de la politique étrangère doit reconnaître la marginalisation des personnes LGBTQI2S+ et mettre l'accent sur leurs droits dans les politiques et la programmation.

*Quelles mesures concrètes le Canada peut-il prendre pour s'assurer que sa politique étrangère féministe soit vraiment inclusive des personnes LGBTQI2S+ ?*

## Femmes et personnes LGBTQI2S+ défenseures des droits de la personne

Amnesty International a souligné que l'espace pour la société civile à l'échelle mondiale « rétrécit et devient exponentiellement plus dangereux pour les femmes et les personnes LGBTI défenseures des droits de la personne, qui sont persécutées à la fois en raison de qui elles sont et pour les changements qu'elles réclament. » [traduction libre]<sup>13</sup> Les femmes et les personnes LGBTQI2S+ défenseures des droits de la personne sont menacées, harcelées, criminalisées, marginalisées au sein des mouvements sociaux, et attaquées pour leur plaidoyer pacifique en faveur des droits de la personne.<sup>14</sup> Les mesures adoptées par les gouvernements pour lutter contre la pandémie de la COVID-19 — tels que le confinement, les couvre-feux, les barrages routiers, la surveillance policière et dans les rues — contribuent à accroître les risques pour tous les défenseurs des droits de la personne d'être repérés et de subir de la répression.<sup>15</sup>

*Comment la politique étrangère féministe pourrait-elle reconnaître, soutenir et protéger les défenseur-euse-s, les organisations et les mouvements sociaux qui luttent pour les droits de la personne ?*

## Justice économique et durabilité

### Pauvreté et inégalités

Partout dans le monde, le genre est le meilleur facteur de prévision de la pauvreté et de l'absence de pouvoir.<sup>16</sup> Les femmes gagnent un revenu moins élevé et possèdent moins d'actifs que les hommes, ont moins de possibilités économiques, et font face à de plus grands obstacles pour obtenir un travail décent dans le secteur formel. La situation est pire encore pour les personnes qui subissent le racisme, l'homophobie, la xénophobie et le capacitisme, en plus des inégalités de genre. Selon le Forum économique mondial, au rythme actuel, il faudra environ 257 ans avant que les femmes et les hommes participent également et soient payés au même niveau dans le milieu de travail.

12 Dignity Network Canada, « [Advancing dignity: assessing Canada's global action on human rights for LGBTI people](#), » 2017.

13 Amnesty International, « [Amnesty International Canada publie 2019 Bilan des droits de la personne et de l'ordre du jour pour le Canada](#), » 8 avril 2019.

14 Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, « [Rapport sur les femmes défenseures des droits de la personne](#), » 20 juin 2019.

15 Nobel Women's Initiative, Amnesty International, Inter Pares, Action Canada pour la santé et les droits sexuels, le Fonds Égalité et Oxfam Canada, « [Un programme d'action féministe pour la réponse mondiale du Canada à la COVID-19](#), » mai 2020.

16 Oxfam Canada, « [Why women's rights](#), » 2020.



## L'économie des soins

Avant la COVID-19, l'Organisation internationale du Travail estimait que 2,1 milliards de personnes avaient un besoin non comblé en matière de soins<sup>17</sup> — y compris des enfants, des personnes âgées, des malades et des personnes en situation de handicap — et prévenait qu'une « crise mondiale des soins » était imminente à moins que les gouvernements prennent des mesures et investissent dans le secteur des soins.<sup>18</sup> Au Canada et partout dans le monde, la COVID-19 a accru la demande de soins et a rendu ce travail plus difficile que jamais. Ces effets sont plus prononcés chez les femmes rurales et à faible revenu, et celles qui offrent des soins dans des contextes d'aide humanitaire et de conflit, avec un accès limité à des équipements permettant d'économiser du temps et à des infrastructures publiques comme l'électricité, le transport et l'eau courante.

*À quoi pourrait ressembler une politique étrangère féministe qui intégrerait les « 4 R » des soins — reconnaître, redistribuer et réduire le travail de soin non rémunéré des femmes, et représenter les droits de travailleuses de soins à autrui ?*

## Mondialisation, commerce et investissement

La libéralisation du commerce et de l'investissement associée à la mondialisation a conduit à la croissance économique. Les bienfaits de cette croissance, toutefois, ont été inégalement répartis. Un aspect de cette inégalité est lié aux différentes façons dont les femmes, les hommes et les personnes de diverses identités de genres sont intégrés dans l'économie mondiale. Le commerce n'est pas neutre sur le plan du genre et il est essentiel de reconnaître les dimensions de genre de l'économie internationale pour élaborer des politiques et des pratiques commerciales et d'investissement qui profitent à toutes et tous.

Au cours des dernières années, des gouvernements à travers le monde ont cherché des moyens de faire en sorte que les femmes puissent récolter une plus grande part des bénéfices du commerce et de la croissance, notamment par l'inclusion de chapitres autonomes sur le genre dans des accords de libre-échange (ALE).<sup>19</sup> Bon nombre de féministes, toutefois, ont souligné la faiblesse de ces efforts et leur incapacité de composer avec les causes structurelles des inégalités de genre, ainsi que la façon dont ces inégalités interagissent avec d'autres formes d'inégalité liées à la race, l'appartenance ethnique, la classe sociale, l'âge, la capacité, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, et autres.

Une autre priorité concerne l'importance d'agir à l'égard des effets potentiellement néfastes des investissements sur les femmes. Les investissements canadiens à l'étranger dans le secteur des industries extractives, incluant les mines, le pétrole et le gaz, sont particulièrement préjudiciables. Les femmes sont particulièrement vulnérables aux risques posés par l'activité extractive, y compris dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, la santé et la sécurité personnelle. Les femmes impliquées dans la production de marchandises importées au Canada, comme les vêtements, sont également à risque, elles qui travaillent souvent dans des conditions dangereuses et précaires. Le Canada ne dispose pas de mécanismes de reddition de compte efficaces pour prévenir les dommages causés par ses sociétés multinationales à l'étranger ou pour fournir un accès à des mesures de réparation aux personnes qui subissent des préjudices associés à l'activité de ces entreprises. Le Canada manque également de transparence et de mécanismes de reddition de comptes en ce qui concerne les nombreux organismes d'État qui facilitent les activités des entreprises à l'étranger via le financement, la participation financière, l'appui politique et le soutien logistique.

17 L'Organisation internationale du Travail définit les soins comme ceci : « Les soins sont au cœur de l'humanité. Tous les êtres humains dépendent de soins, en tant que bénéficiaires et prestataires. Les soins sont nécessaires à l'existence et la reproduction des sociétés et de la main-d'œuvre, et au bien-être général de chaque personne. La possibilité même d'avoir des citoyens autonomes et indépendants, ainsi que des travailleurs productifs, repose sur la prestation de soins » [traduction libre], « Prendre soin d'autrui: un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent », 6, 28 juin 2018.

18 Organisation internationale du Travail, Ibid.

19 Organisation mondiale du commerce, « Déclaration conjointe sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes à l'occasion de la conférence ministérielle de Buenos Aires en décembre 2017. » décembre 2017.

*Est-ce que la politique étrangère féministe du Canada pourrait garantir la reddition de compte des sociétés canadiennes et des organismes d'État qui facilitent l'activité des entreprises à l'étranger?*

## Justice climatique

Nous sommes confrontés à des menaces et des décisions existentielles étant donné la catastrophe climatique actuelle. Des actions urgentes sont nécessaires.

Les études montrent que les femmes sont plus affectées par les défis liés au climat. Elles sont donc bien placées pour jouer un rôle clé dans la conception des politiques étrangères destinées à relever ces défis. Les systèmes agroalimentaires, la gestion des ressources naturelles, les industries extractives et les questions touchant les droits fonciers et l'accès à la terre exigent des contributions substantielles dans les politiques et relations étrangères afin de protéger les droits des territoires autochtones et l'accès des femmes et des personnes de diverses identités de genre aux ressources nécessaires pour assurer leurs moyens de subsistance et protéger l'environnement naturel pour les générations futures.

Il existe une longue histoire de plaidoyer au sein des mouvements de femmes sur la question des changements climatiques. La Conférence de Rio de 1992 sur l'environnement et le développement, par exemple, fut un moment historique important où se sont recoupés les mouvements sur le genre et sur l'environnement.<sup>20</sup> Une politique étrangère féministe forte doit énoncer des lignes directrices claires pour répondre à la crise climatique mondiale grâce à des politiques qui s'harmonisent avec des systèmes alimentaires et de ressources extractives et renouvelables durables qui tiennent compte des rôles cruciaux que jouent les femmes et les personnes de diverses identités de genre dans ces systèmes, reconnaissant les répercussions disproportionnées sur les gens qui sont marginalisés en raison de leurs multiples identités qui se conjuguent.

*Comment la cohérence entre les politiques nationales et internationales en matière d'environnement permettrait-elle de répondre à la crise climatique mondiale?*

## Paix et sécurité

Au moins deux milliards de personnes dans le monde vivent dans des lieux affectés par la fragilité, les conflits et la violence.<sup>21</sup> « Il est largement reconnu que les femmes et les filles souffrent de manière disproportionnée lors de situations d'urgence et que leurs voix et leur leadership sont sous-estimés et sous-exploités. »<sup>22</sup> [traduction libre] Les relations internationales et les approches traditionnelles par rapport à l'élaboration de la politique étrangère associent généralement la sécurité à la force et la puissance militaires. La politique étrangère est souvent basée sur des définitions étroites de la « sécurité de l'État » et de l'« intérêt national ». Les discussions sur la politique étrangère féministe nous appellent à repenser cette compréhension de la sécurité en nous posant la question : « Qu'est-ce qui contribue à notre sécurité ? » La plupart des définitions du féminisme contestent l'idée que d'investir dans l'armement contribue à favoriser la sécurité. Elles appellent plutôt à adopter des conceptions inclusives, holistiques et transformatrices en matière de relations de genre de ce que signifient la paix et la sécurité pour les groupes les plus vulnérables.

20 International Women's Development Agency, International Center for Research on Women, and Center for Global Affairs, « *Feminist Foreign Policy: Key Principles and Accountability Mechanisms: A Discussion Summary*, » New York University, May 2019.

21 UN Women, « *COVID-19 and conflict*, » 2020.

22 Oxfam International, « *Feminist Aid: A call for G7 leaders to beat inequality*, » 2019.

Deux des éléments actuels identifiés à la politique étrangère féministe du Canada doivent faire partie de cette discussion : le Plan d'action du Canada sur les femmes, la paix et la sécurité et la politique de défense du Canada intitulée « Protection, Sécurité, Engagement ». Toutefois, il est important aussi de pousser la discussion au-delà de ces deux domaines (tel que mentionné dans le document officiel de « mise en contexte »). Bien qu'il y ait eu des progrès sur certaines questions (à savoir l'amélioration de l'attention au programme sur les femmes, la paix et la sécurité, et l'importance accrue accordée aux dimensions de genre du désarmement dans certaines instances internationales), un certain nombre de défis ont été identifiés, y compris la poursuite des ventes d'armes par le Canada à l'Arabie saoudite, les dépenses pour la défense qui dépasse de très loin celles consacrées à l'aide internationale, et la position du Canada sur le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

## Sécurité et démilitarisation

Une politique étrangère féministe reconnaît les impacts différenciés selon le genre du militarisme et de la prolifération des armes, et met l'accent sur la diplomatie, le désarmement et la sécurité humaine inclusive. Les gens et la sécurité humaine devraient être au cœur des politiques en matière de sécurité et de défense. Ces neuf derniers mois ont montré que ce qui permet véritablement d'assurer la sécurité des gens ne sont pas les armes et la militarisation, mais la santé publique, les soins et la sécurité alimentaire. Le désarmement humanitaire présente un modèle pour discuter des questions de paix et de sécurité dans une perspective centrée sur les gens, qui se rapproche davantage d'une approche féministe.<sup>23</sup>

*Quelle pourrait être la réponse antimilitariste face aux conflits d'une politique étrangère féministe du Canada qui mettrait la sécurité humaine au centre de sa stratégie ?*

## Prévention des conflits

Une politique étrangère féministe privilégierait des solutions non militaires aux conflits et investirait dans la prévention des conflits. Cela implique de s'attaquer aux causes profondes des conflits (y compris les disparités économiques, la dégradation environnementale, la perte d'espoir et les revendications historiques). Des évaluations globales des 20 ans du programme sur les femmes, la paix et la sécurité ont noté que la prévention des conflits est le pilier qui a reçu le moins d'attention.

## Genre, paix et sécurité

En dépit de l'élargissement du cadre normatif concernant les enjeux liés aux femmes, à la paix et à la sécurité, et des données probantes qui s'accumulent pour montrer qu'il existe des liens forts entre les inégalités de genre, la participation significative des femmes et l'insécurité mondiale et les conflits armés,<sup>24</sup> les décideurs politiques et les chercheurs traditionnels n'abordent jamais ces questions. Une politique étrangère féministe pourrait tenter de comprendre pourquoi ces angles morts persistent et ce qui peut être fait pour veiller à ce que ces dimensions soient davantage prises en compte dans les analyses de conflits et les recommandations politiques élaborées par le gouvernement.

*Comment la politique étrangère du Canada devrait-elle soutenir la paix et la sécurité, et promouvoir les droits et libertés des personnes en situation de crise ?*

<sup>23</sup> Voir [www.humanitariandisarmament.org](http://www.humanitariandisarmament.org).

<sup>24</sup> Par exemple, Valerie M. Hudson, Donna Lee Bowen et Perpetua Lynne Nielsen, « The First Political Order: How Sex Shapes Governance and National Security Worldwide, » New York : Columbia University Press, 17 mars 2020.

## CONCLUSION

Le prochain livre blanc sur la politique étrangère féministe du Canada fournit l'occasion au gouvernement d'indiquer la manière dont il définit cette politique d'une part, et de fournir des directives aux diplomates et aux décideuses et décideurs politiques d'autre part. Cependant, cela comporte plusieurs défis. Il y a des attentes élevées chez les militant-e-s et les chercheur-euse-s universitaires concernant ce qu'une approche féministe devrait et pourrait comprendre. Il y a des conceptions traditionnelles de la politique étrangère qui sont restées imperméables aux recherches féministes et même hostiles aux tentatives de repenser ce que la politique étrangère du Canada pourrait inclure. Nous sommes confrontés à un monde de plus en plus complexe et à des menaces continues à l'égard du système multilatéral et de l'ordre international fondé sur des règles.

Nous espérons que ces conversations vont renforcer notre capacité de participer à ces discussions et de fournir des recommandations qui resteront fidèles aux idéaux et aux objectifs féministes, tout en présentant des voies concrètes que le gouvernement pourrait emprunter à court et à moyen terme.